

N° 5178⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

1^{ière} Session extraordinaire 2004

PROJET DE LOI

sur les réseaux et les services de communications électroniques

* * *

AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

(22.7.2004)

TEXTE DES AMENDEMENTS

Amendement 1 portant sur l'article 5, paragraphe (4):

Le paragraphe (4) de l'article 5 est scindé en deux. Les paragraphes se liront comme suit:

(4) Un „comité national des communications“ institué par règlement grand-ducal assiste et conseille le Gouvernement dans l'élaboration des conditions d'utilisation mentionnées aux paragraphes précédents. Le comité est composé de vingt représentants au maximum issus des ministères et organismes de l'Etat et nommés par arrêté du Premier Ministre, sur propositions des Ministres respectifs.

(5) Un descriptif général des conditions arrêtées par le Gouvernement est transmis aux opérateurs et aux entreprises fournissant des services de communications électroniques sous forme de décision de l'Institut.

Commentaire relatif à l'amendement 1:

La précision apportée à l'article 5 concerne la composition du comité et le mode de nomination de ses membres. La mission dévolue au comité est par ailleurs définie par le texte même de l'article: L'élaboration de „conditions temporaires spécifiques d'utilisation des réseaux et des services de communications électroniques“ pour les cas précis repris aux paragraphes (2) et (3).

Amendement 2 portant sur le Titre I – Objet, définitions et dispositions générales ainsi que sur l'article 81:

Un nouvel article est ajouté à la fin du titre I. L'article prendra le numéro 6, les articles suivants étant re-numérotés en conséquence. Ce nouvel article 6 se lira:

Art. 6. Toute décision de l'Institut faisant grief et se basant sur la présente loi est susceptible d'un recours en réformation devant les juridictions administratives. Le délai de recours et d'appel est fixé à respectivement un mois.

Le paragraphe (5) de l'article 81 est supprimé.

Commentaire relatif à l'amendement 2:

Dans ses observations concernant les articles 79 et 81 du projet de loi le Conseil d'Etat a souligné „la nécessité de prévoir un recours en réformation devant les juridictions administratives contre toute décision de l'Institut faisant grief.“ Le recours en réformation qui, dans le projet déposé, se limitait aux sanctions prononcées par l'Institut, a maintenant une portée générale.

Ceci permet de supprimer le paragraphe (5) de l'article 81 et de suivre le Conseil d'Etat dans son approche: „En ce qui concerne le paragraphe 5, le Conseil d'Etat est d'avis que toute décision de l'Institut faisant grief devrait être susceptible d'un recours en réformation devant les juridictions administratives. Il y aurait donc lieu d'inscrire une disposition afférente dans le projet à l'endroit des dispositions générales du titre Ier, tout en faisant abstraction du paragraphe 5 à l'article 81.“

Amendement 3 portant sur l'article 12:

L'article 12 est déplacé à la fin du titre V de la loi et prendra le numéro 60. Les articles subséquents sont re-numérotés en conséquence. L'article 60 se lira comme suit:

Art. 60. L'entreprise notifiée peut être contrainte, sur décision du ministre, l'Institut demandé en son avis, à rendre accessibles au public des services de communications électroniques autres que ceux relevant des obligations du service universel. Dans ce cas, aucun mécanisme de compensation impliquant la participation d'entreprises notifiées ne peut être imposé.

Commentaire relatif à l'amendement 3:

L'intention des auteurs de la directive était de laisser aux Etats membres un moyen d'imposer, en cas de besoin, la fourniture d'un service de communication électronique dépassant le cadre très limité du service universel et de garantir que le coût de cette opération ne se répercute pas sur le mécanisme choisi pour le financement du service universel.

Le „service additionnel“ mentionné peut comprendre tous les services de communications électroniques, connus ou à venir (neutralité technologique oblige), dépassant le cadre du service universel. Et il s'agit bien d'une offre „au public“, les établissements scolaires visés par le commentaire étant des établissements de l'enseignement public.

Amendement 4 portant sur l'article 32, paragraphe (1):

L'article 32, paragraphe (1), se lira comme suit:

Art. 32. (1) Si, à la suite d'une analyse du marché, l'Institut désigne un opérateur comme puissant sur un marché de l'accès ou de l'interconnexion, il peut lui imposer, sans préjudice d'autres dispositions légales:

- a) des obligations de transparence concernant l'interconnexion et/ou l'accès en vertu desquelles les opérateurs doivent rendre publiques des informations bien définies, telles que les informations comptables, les spécifications techniques, les caractéristiques du réseau, les modalités et conditions de fourniture et d'utilisation et les prix;
- b) des obligations de non-discrimination;
- c) des obligations de séparation comptable en ce qui concerne certaines activités dans le domaine de l'interconnexion et/ou de l'accès;
- d) l'obligation de satisfaire les demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau spécifiques et à des ressources associées et d'en autoriser l'utilisation;
- e) des obligations liées à la récupération des coûts et au contrôle des prix, y compris les obligations concernant l'orientation des prix en fonction des coûts et les obligations concernant les systèmes de comptabilisation des coûts, pour la fourniture de types particuliers d'interconnexion et/ou d'accès.

Commentaire relatif à l'amendement 4:

Comme le remarque à juste titre le CE, le terme „identifié“ est trop imprécis. L'emploi du terme „désigner“ et un agencement différent de la phrase apportent à la disposition la précision souhaitée.

Par contre, il y a lieu de maintenir la liste des obligations pouvant être imposées aux opérateurs ainsi désignés, cette liste étant exhaustive – hormis l'exception autorisée par le dernier paragraphe. On pourrait toutefois renoncer aux renvois.

Amendement 5 portant sur l'article 39:

L'article 39 se lira comme suit:

Art. 39. (1) Tout utilisateur final a droit au service universel en matière de communications électroniques.

(2) Le service universel comprend:

- a) la fourniture d'accès en position déterminée;
- b) la mise à disposition de postes téléphoniques payants publics;
- c) la publication et la mise à disposition d'au moins un annuaire téléphonique;
- d) la fourniture d'un service de renseignements téléphoniques.

Commentaire relatif à l'amendement 5:

Le service universel est un ensemble de quatre services. Un des quatre éléments pris isolément ne peut donc être qualifié de service universel. L'ensemble vaut plus que les éléments qui le constituent! Il y a lieu de suivre le CE dans son avis et de redresser cette dissonance entre le commentaire de l'article et son libellé. Les renvois aux articles – sans valeur normative – sont supprimés.

Amendement 6 portant sur l'article 39, paragraphes (1) et (3):

Le paragraphe (1) se lira comme suit:

Art. 45. (1) Dans le respect de la législation en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, au moins un annuaire téléphonique comprenant tous les abonnés des services téléphoniques accessibles au public doit être publié et mis à la disposition des utilisateurs finals (ci-après l'„annuaire universel“).

...

(3) L'annuaire universel comprend au moins la liste reprenant les inscriptions standard de tous les abonnés à un service téléphonique accessible au public de façon à permettre l'identification du numéro d'un abonné. L'inscription standard comprend obligatoirement le nom et l'adresse de l'abonné qui détermine le libellé.

Sur demande de l'abonné, sa profession et/ou son titre sont inclus dans l'inscription standard.

Commentaire relatif à l'amendement 6:

Ad (1)

La gratuité de la mise à disposition n'étant pas prévue par la directive il y a lieu de suivre ici le Conseil d'Etat, d'autant plus que cet élément du service universel serait le seul service fourni gratuitement.

Ad (3)

La mention de la profession et/ou du titre sera facultative, l'argumentaire ayant été fourni par le Conseil d'Etat.

Amendement 7 portant sur l'article 48, paragraphe (1):

Le paragraphe (1) de l'article 48 se lira comme suit:

(1) Au moins un service de renseignements téléphoniques doit être mis à la disposition de tout utilisateur final, y compris aux utilisateurs des postes téléphoniques payants publics. Le service en question renseigne tous les abonnés des services téléphoniques accessibles au public repris dans l'annuaire universel.

Commentaire relatif à l'amendement 7:

Cet amendement reprend le texte proposé par le Conseil d'Etat pour ce paragraphe, abstraction faite de l'introduction „L'institut veille à ce que ...“, locution sans valeur normative. Il est entendu que le verbe „renseigner“ est pris dans sa signification plutôt rare de „mentionner, indiquer“ et non dans sa signification usuelle „informer“, sinon on aurait une contradiction entre les deux phrases du premier paragraphe.

Amendement 8 portant sur l'article 58, paragraphe (1):

Le paragraphe (1) de l'article 58 se lira comme suit:

Art. 58. (1) Dans l'intérêt d'un accès équitable et non discriminatoire de la population au service universel, l'Institut est autorisé à instaurer et à gérer un fonds pour le maintien du service universel. La gestion financière du fonds est soumise au double contrôle d'un auditeur externe et de la cour des comptes.

Commentaire relatif à l'amendement 8:

L'amendement répond au souhait exprimé par le Conseil d'Etat dans son avis sur le 1er paragraphe de l'article 58:

„Dans le contexte de la modification de la législation concernant le Fonds d'aménagement et d'urbanisation du Kirchberg, la commission compétente de la Chambre des députés a insisté pour

soumettre au contrôle de la Cour des comptes l'intégralité des comptes du Fonds, alors que le projet gouvernemental avait soumis à ce contrôle les seuls comptes en relation avec les deniers en provenance de contributions de l'Etat. Il serait donc opportun de faire concorder le texte de l'article sous examen avec celui du projet de loi mentionné ci-dessus."

Amendement 9 portant sur l'article 67:

L'article 67 se lira comme suit:

Art. 67. (1) Les autorités gestionnaires des domaines publics de l'Etat et des communes ont le droit de faire modifier l'installation ou le plan d'aménagement des infrastructures et ressources associées à l'occasion des travaux qu'elles désirent effectuer dans l'intérêt du domaine occupé. Elles doivent en informer l'entreprise notifiée concernée par lettre recommandée au moins deux mois avant de commencer l'exécution des travaux. **Sont présumés être faits dans l'intérêt du domaine occupé, les travaux effectués en vue de permettre le partage d'installations entre opérateurs.** Sauf dispositions contraires, les frais inhérents à la modification des infrastructures et ressources associées sont à charge de l'entreprise notifiée.

(2) Lorsque ces travaux aux domaines publics de l'Etat et des communes ne sont pas entrepris ou lorsque les autorités ont demandé la modification des infrastructures et ressources associées en faveur d'une tierce personne, l'entreprise notifiée peut mettre les frais de modification à la charge des autorités concernées.

Commentaire relatif à l'amendement 9:

La question du financement des travaux devient plus claire en intégrant l'ancien paragraphe (2) dans le paragraphe 1er: en règle générale, les coûts incombent à l'opérateur bénéficiant du droit de passage.

Amendement 10 portant sur l'article 79, paragraphe (1):

Le paragraphe (1) de l'article 79 se lira comme suit:

(1) Sans préjudice des recours du droit commun un litige entre entreprises notifiées portant sur les obligations découlant du cadre de la présente loi et de ses règlements et décisions d'exécution peut être soumis à l'Institut.

Commentaire relatif à l'amendement 10:

L'article 79 transpose l'article 20 de la directive cadre:

„Article 20

Résolution des litiges entre entreprises

1. *Lorsqu'un litige survient, en ce qui concerne des obligations découlant de la présente directive ou des directives particulières, entre des entreprises assurant la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques dans un seul Etat membre, l'autorité réglementaire nationale concernée prend, à la demande d'une des parties, et sans préjudice des dispositions du paragraphe 2, une décision contraignante afin de résoudre le litige dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai de quatre mois, sauf dans des circonstances exceptionnelles.*

L'Etat membre concerné exige que toutes les parties coopèrent pleinement avec l'autorité réglementaire nationale.

2. *Les Etats membres peuvent prévoir la possibilité pour les autorités réglementaires nationales de refuser de résoudre un litige par une décision contraignante lorsque d'autres mécanismes, notamment la médiation, existent et conviendraient mieux à la résolution du litige en temps utile conformément aux dispositions de l'article 8. L'autorité réglementaire nationale en informe les parties dans les meilleurs délais. Si, après une période de quatre mois, le litige n'est pas résolu et si ce litige n'a pas été porté devant une juridiction par la partie qui demande réparation, l'autorité réglementaire nationale prend, à la demande d'une des parties, une décision contraignante afin de résoudre le litige dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai de quatre mois.*

3. *Pour résoudre un litige, l'autorité réglementaire nationale est guidée par la poursuite des objectifs établis à l'article 8. Les obligations que l'autorité réglementaire nationale peut imposer à une entreprise dans le cadre de la résolution d'un litige sont conformes aux dispositions de la présente directive ou des directives particulières.*

4. La décision de l'autorité réglementaire nationale est rendue publique, dans le respect du secret des affaires. Les parties concernées reçoivent un exposé complet des motifs de cette décision.

5. La procédure visée aux paragraphes 1, 3 et 4 ne fait obstacle à ce que l'une des parties engage une action devant une juridiction.“

dans le respect de l'article 84 de la Constitution.

